



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

NIÈVRE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°58-2018-044

PUBLIÉ LE 10 AOÛT 2018

Sommaire

DDT-Nièvre

- 58-2018-08-03-003 - Arrêté Portant autorisation de manifestation nautique pour la partie natation du triathlon des Settons les 25 et 26 août 2018 sur le lac des Settons (4 pages) Page 3

Direction départementale des territoires de la Nièvre

- 58-2018-08-08-003 - Arrêté autorisant la commune de Langeron à instituer une procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation (1 page) Page 8
- 58-2018-08-08-004 - Arrêté autorisant la commune de Saint-Eloi à instituer une procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation (1 page) Page 10
- 58-2018-08-08-002 - Arrêté autorisant la commune de Sauvigny-les-Bois à instituer une procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation (1 page) Page 12
- 58-2018-08-09-001 - Arrêté portant fixation de mesures de limitation de certains usages de l'eau dans le département de la Nièvre (14 pages) Page 14
- 58-2018-07-27-007 - arrêté portant subdélégation de signature aux agents de la Direction départementale des territoires en matière d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur (3 pages) Page 29
- 58-2018-08-02-002 - Arrêté préfectoral portant reclassement du système de traitement des eaux usées et abrogeant l'arrêté préfectoral n°2015-479 du 2 juin 2015 - commune d'Alligny-Cosne (6 pages) Page 33
- 58-2018-07-27-006 - subdélégation de signature aux agents de la Direction départementale des territoires (3 pages) Page 40

Préfecture de la Nièvre

- 58-2018-08-03-002 - AP portant agrément Dr DUMOULIN (2 pages) Page 44
- 58-2018-08-08-001 - Arrêté de dissolution du 08-08-2018 avant RAA (2 pages) Page 47
- 58-2018-08-03-001 - arrêté portant adhésion de la communauté de communes Loire et Allier au SMO Nièvre Numérique (2 pages) Page 50
- 58-2018-08-08-005 - Arrêté portant convocation des électeurs de la commune de Saint-Franchy et fixant les modalités de dépôt des déclarations de candidatures en vue d'élections municipales partielles complémentaires. (4 pages) Page 53
- 58-2018-08-06-001 - Suppléance PREFET -JM7 pour le vendredi 24/08/2018 de 6h30 à 16h30 (1 page) Page 58

DDT-Nièvre

58-2018-08-03-003

Arrêté Portant autorisation de manifestation nautique pour
la partie natation du triathlon des Settons les 25 et 26 août
2018 sur le lac des Settons



PREFET DE LA NIEVRE

Direction Départementale des Territoires
Service Loire Sécurité Risques

Dossier suivi par : Sandrine Faillon
Mél : ddt-slsr-loire@nievre.gouv.fr

ARRÊTÉ

Portant autorisation de manifestation nautique pour la partie natation du triathlon des Settons les 25 et 26 août 2018 sur le lac des Settons

**Le Préfet de la Nièvre,
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

VU le code des transports notamment son article R. 4241-38,

VU le code de l'environnement notamment les articles L 211-1, L214-12,

VU le code du sport notamment les articles L.331-1 et L.331-2,

VU l'arrêté n°2014 211-0003 en date du 30 juillet 2014 portant règlement particulier de police de la navigation de plaisance et des activités sportives et touristiques sur le plan d'eau domanial du réservoir des Settons,

VU l'arrêté n°58-2018-01-23-002 en date du 23 janvier 2018 portant délégation de signature à Monsieur Bernard CROGUENNEC , Directeur Départemental des Territoires de la Nièvre,

VU la demande en date du 25 mai 2018 présentée par Monsieur Bernard GEFROY, président de l'association « Sainte-Geneviève Triathlon »

VU l'avis de la Communauté de Communes des Grands Lacs du Morvan, gestionnaire du lac des Settons, en date du 18 juin 2018,

Vu l'avis favorable de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Nièvre en date du 8 juin 2018,

VU l'avis de la Subdivision Gestion de la Loire, gestionnaire du barrage des Settons,

Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes les mesures relatives à la sécurité de la manifestation et à la préservation de la sécurité des bateaux circulant ou stationnant sur le lac des Settons,

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Nièvre,

ARRÊTE

Article 1er : L'association « Sainte-Geneviève Triathlon » est autorisée à organiser le **samedi 25 août 2018 de 15h00 à 16h00 et le dimanche 26 août 2018 de 11h00 à 15h00** la partie natation du triathlon des Settons sur le lac des Settons, dans les conditions précisées sur sa demande, ainsi que par les articles ci-après.

L'interdiction de naviguer à tous les usagers s'applique dans le périmètre de l'épreuve selon le plan ci-annexé.

Article 2 : **Durant la compétition, conformément à l'avis à la batellerie n°3 émis par la Communauté de Communes Sommets et Grands Lacs et dans le périmètre de l'épreuve, la navigation sera interdite aux autres usagers. Cette interdiction s'applique à toute activité, notamment halieutique, afin d'éviter toute gêne au déroulement de la compétition.**

Article 3 : L'organisation devra être conforme aux règlements édictés par la Fédération Française de Triathlon notamment sur les dispositifs de sauvetage et l'affichage d'une carte du site indiquant les zones interdites ou dangereuses.

Article 4 : L'organisateur devra respecter les prescriptions suivantes formulées par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations de la Nièvre :

Conformément aux règles techniques et de sécurité édictées par la fédération française de triathlon :

- dans le mois qui précède l'épreuve, l'organisateur devra effectuer une analyse de l'eau pour les épreuves de natation ayant lieu hors d'une « zone de baignade réglementée » et se référer aux analyses officielles dans les « zones de baignade réglementée ». Le compte rendu de l'analyse de l'eau doit être affiché de façon visible sur le lieu de retrait des dossards ;
- avant le départ, seront affichées les températures de l'eau prises (une heure avant le départ) au milieu de chaque section de natation à 60cm de profondeur.

L'organisateur devra présenter la convention avec l'association de sécurité civile et l'attestation de présence des personnes titulaires du Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (BNSSA) ou Brevet d'Educateur Sportif des Activités de la Natation (BEESAN). Ces documents sont à remettre à la Direction Départementale des Territoires de la Nièvre par courriel (ddt-slsr-loire@nievre.gouv.fr) avant le jour de la manifestation.

Article 5 : L'organisateur devra respecter la prescription suivante formulée par la Subdivision Gestion de la Loire de la Direction Départementale des Territoires de la Nièvre :

- Les participants et organisateurs veilleront à ne rien laisser dans l'eau qui risquerait d'obstruer une vanne du barrage.

Article 6 : En cas de conditions météorologiques défavorables ou insuffisance de la ressource en eau, la présente autorisation pourra être retirée par avis à la batellerie pris par le gestionnaire de la voie d'eau, la Communauté de Communes Sommets et Grands Lacs.

Article 7 : Les organisateurs devront prévoir une procédure leur permettant d'adapter, de suspendre ou d'annuler la manifestation s'ils estiment que les conditions dans lesquelles elle s'engage ou se déroule ne leur paraissent pas présenter toutes les garanties de sécurité souhaitables.

Article 8 : Les organisateurs seront responsables de tous les accidents qui pourraient survenir du fait du déroulement de la manifestation. Cette manifestation devra être couverte par un contrat d'assurance valide garantissant, sans limitation, les risques encourus par les concurrents et les tiers, ainsi que les dommages qui pourraient être occasionnés aux ouvrages publics.

Une copie de ce contrat d'assurance devra être fournie à la Direction Départementale des Territoires de la Nièvre avant le début de la manifestation.

Article 9 : La présente autorisation est rigoureusement personnelle. Elle est accordée sous réserve des droits des tiers et pourra être retirée à tout moment en cas d'inexécution des lois et règlements ou des clauses du présent arrêté ou si les besoins de la navigation ou l'intérêt public justifiaient cette mesure.

Article 10 : L'avis à la batellerie n°3 émis par la Communauté de Communes Sommets et Grands Lacs le 18 juin 2018 pour informer les usagers de la voie d'eau des restrictions temporaires devra être respecté.

Article 11 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de DIJON dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 12 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le sous-préfet de Château-Chinon, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Nièvre, Monsieur le Président de la Communauté de Communes Sommets et Grands Lacs, Madame le Maire de Montsauche-les-Settons, Monsieur le Maire de Moux-en-Morvan, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Nièvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Une copie de l'arrêté sera adressée à Monsieur le président de la Fédération de la Nièvre pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique.

Fait à Nevers, le 03.08.2018

P/Le Préfet,

Le Directeur Départemental des Territoires
P/Le Directeur Départemental des Territoires
Le Directeur Départemental des Territoires
Adjoint



Sylvain ROUSSET

Direction départementale des territoires de la Nièvre

58-2018-08-08-003

Arrêté autorisant la commune de Langeron à instituer une
procédure d'autorisation préalable de changement d'usage
des locaux destinés à l'habitation

PRÉFET DE LA NIEVRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
N°2018-DDT-
Service Aménagement, Urbanisme et
Habitat
Bureau habitat et précarité énergétique

**ARRÊTÉ AUTORISANT LA COMMUNE DE LANGERON A INSTITUER
UNE PROCÉDURE D'AUTORISATION PRÉALABLE DE CHANGEMENT
D'USAGE DES LOCAUX DESTINÉS A L'HABITATION**

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,

Vu la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (loi Lemaire) et notamment son article 51, complétée par son décret d'application n°2017-678 du 28 avril 2017,

Considérant le courrier reçu le 23 juillet 2018 de la commune de LANGERON sollicitant l'institution de l'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation sur son territoire,

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

AR R E T E

- Article 1 :** La commune de LANGERON est autorisée à instituer sur son territoire une procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation,
- Article 2 :** Le directeur départemental des territoires et le secrétaire général de la préfecture sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Nevers, le - 8 AOUT 2018

Le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général


Stéphane COSTAGLIOLI

ADRESSE POSTALE : 40, rue de la Préfecture – 58 026 NEVERS CEDEX – TÉLÉPHONE 03.86.60.70.80 – <http://www.nievre.gouv.fr>

Direction départementale des territoires de la Nièvre

58-2018-08-08-004

Arrêté autorisant la commune de Saint-Eloi à instituer une
procédure d'autorisation préalable de changement d'usage
des locaux destinés à l'habitation



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA NIEVRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES
N°2018-DDT-
Service Aménagement, Urbanisme et
Habitat
Bureau habitat et précarité énergétique

**ARRÊTÉ AUTORISANT LA COMMUNE DE SAINT ELOI A INSTITUER
UNE PROCÉDURE D'AUTORISATION PRÉALABLE DE CHANGEMENT
D'USAGE DES LOCAUX DESTINÉS A L'HABITATION**

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,

Vu la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (loi Lemaire) et notamment son article 51, complétée par son décret d'application n°2017-678 du 28 avril 2017,

Considérant le courrier du 26 juillet 2018 de la commune de SAINT ELOI sollicitant l'institution de l'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation sur son territoire,

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

AR R E T E

Article 1 : La commune de SAINT ELOI est autorisée à instituer sur son territoire une procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation,

Article 2 : Le directeur départemental des territoires et le secrétaire général de la préfecture sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Nevers, le - 8 AOUT 2018
Le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Stéphane COSTAGLIOLI

ADRESSE POSTALE : 40, rue de la Préfecture – 58 026 NEVERS CEDEX – TÉLÉPHONE 03.86.60.70.80 – <http://www.nievre.gouv.fr>

Direction départementale des territoires de la Nièvre

58-2018-08-08-002

Arrêté autorisant la commune de Sauvigny-les-Bois à
instituer une procédure d'autorisation préalable de
changement d'usage des locaux destinés à l'habitation

PRÉFET DE LA NIEVRE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES**
N°2018-DDT-
Service Aménagement, Urbanisme et
Habitat
Bureau habitat et précarité énergétique

**ARRÊTÉ AUTORISANT LA COMMUNE DE SAUVIGNY LES BOIS A
INSTITUER UNE PROCÉDURE D'AUTORISATION PRÉALABLE DE
CHANGEMENT D'USAGE DES LOCAUX DESTINÉS A L'HABITATION**

Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,

Vu la loi n°2016-1321 du 7 octobre 2016 pour une République numérique (loi Lemaire) et notamment son article 51, complétée par son décret d'application n°2017-678 du 28 avril 2017,

Considérant le courrier du 26 juillet 2018 de la commune de SAUVIGNY LES BOIS sollicitant l'institution de l'autorisation préalable de changement d'usage des locaux d'habitation sur son territoire,

Sur proposition du directeur départemental des territoires,

ARRETE

- Article 1 :** La commune de SAUVIGNY LES BOIS est autorisée à instituer sur son territoire une procédure d'autorisation préalable de changement d'usage des locaux destinés à l'habitation,
- Article 2 :** Le directeur départemental des territoires et le secrétaire général de la préfecture sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Nevers, le 8 AOÛT 2018

Le Préfet

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Stéphane COSTAGLIOLI

ADRESSE POSTALE : 40, rue de la Préfecture – 58 026 NEVERS CEDEX – TÉLÉPHONE 03.86.60.70.80 – <http://www.nievre.gouv.fr>

Direction départementale des territoires de la Nièvre

58-2018-08-09-001

Arrêté portant fixation de mesures de limitation de certains
usages de l'eau dans le département de la Nièvre

Direction départementale des Territoires de la Nièvre

Service Eau, Forêt, Biodiversité

N°

ARRETE

Portant fixation de mesures de limitation de certains usages de l'eau dans le département de la Nièvre

LE PREFET DE LA NIÈVRE

Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-3 à L.213-3, L.214-7, L.214-18, L.215-1 à 13, R.211-66 à 70, et R.216-9,

VU le code civil et notamment ses articles 640 à 645,

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.2212-2-5 et l'article L.2215-1 relatif aux pouvoirs du représentant de l'État dans le département en matière de police,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles R.1321-1 à R.1321-66,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les départements,

VU les SDAGE Loire-Bretagne et Seine-Normandie en vigueur,

VU l'arrêté n° 2015103-0014 du 13 avril 2015 du Préfet de la région d'Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur du bassin Seine Normandie, préconisant des mesures coordonnées de gestion de l'eau sur le réseau hydrographique du bassin Seine Normandie en période de sécheresse, définissant des seuils sur certaines rivières du bassin entraînant des mesures coordonnées de limitation provisoire des usages de l'eau et de surveillance sur ces rivières et leur nappe d'accompagnement,

VU le canevas des mesures coordonnées susceptibles d'être prescrites sur les bassins de la Loire et de l'Allier arrêté en Comité de Gestion des Réservoirs de Naussac et Villerest et des Étiages Sévères,

VU l'arrêté préfectoral cadre n°58-2016-07-07-003 du 7 juillet 2016 en vue de la préservation quantitative de la ressource en eau dans le département de la Nièvre,

VU l'arrêté préfectoral n° 58-2018-05-17-008 du 17 mai 2018 fixant les prescriptions applicables aux autorisations groupées de prélèvements d'eau à usage agricole pour la campagne 2018,

VU l'avis du comité des usagers consulté par messagerie électronique en date du 1^{er} août 2018,

CONSIDERANT l'évolution de la situation hydrologique actuelle et notamment la faiblesse des débits de certains cours d'eau et la rupture de la continuité de l'alimentation en eau potable sur certains secteurs,

CONSIDERANT la nécessité de concilier au mieux les usages de l'eau et la préservation des milieux aquatiques;

CONSIDERANT que parmi les usages de l'eau, l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine constitue une priorité,

CONSIDERANT la nécessité de mettre en œuvre des mesures de limitation efficaces, lisibles, et compréhensibles par tous et contrôlables, et qu'à ce titre, ces dernières s'appliquent sur les zones de gestion associées aux prélèvements, selon les règles de gestion pré-définies,

CONSIDERANT que les restrictions doivent être proportionnées à la situation, aux ressources concernées et portées par tous les usagers de l'eau, dans un souci de solidarité générale,

CONSIDERANT que les mesures provisoires de restriction ou d'interdiction de certains usages de l'eau peuvent être nécessaires en cas de déficit de la ressource en eau, pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection de la ressource en eau,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la Préfecture de la Nièvre,

ARRETE :

ARTICLE 1 : Objet

Le présent arrêté concerne les mesures de gestion de l'usage de l'eau liées à l'état de sécheresse dans le département de la Nièvre, en déclinaison de l'arrêté préfectoral cadre n°58-2016-07-07-003 du 7 juillet 2016, définissant les seuils d'alerte, d'alerte renforcée et de crise ainsi que les mesures attenantes de limitation des usages et de préservation de la ressource en eau.

Elles seront actualisées ou levées en tant que de besoin, par arrêté complémentaire en fonction de la situation météorologique et du suivi hydrologique réalisé sur les stations de référence dans le cadre de l'application de l'arrêté cadre sus-visé.

ARTICLE 2 : Constat de franchissement des seuils

Il est constaté, pour les stations de référence ci-dessous, le franchissement des seuils définis dans le cadre de l'application de l'arrêté cadre sus-visé, traduisant la situation en matière de sécheresse.

Zone de Gestion	Station de référence	Franchissement de seuil
ACOLIN - COLATRE	L'Acolin à Saint-Germain-Chassenay	Alerte renforcée
ARON	L'Aron à Verneuil	Alerte
MAZOU-NOHAIN	Le Nohain à Saint-Martin-sur-Nohain	Vigilance
SAUZAY	Le Sauzay à Corvol-l'Orgueilleux	Vigilance
ALENE - CRESSONNE	L'Alène à Cercy-la-Tour	Alerte renforcée
BEUVRON	Le Beuvron à Ouagne	Vigilance
CHALAUX - CURE	La Cure à Crottefou	Alerte
DRAGNE	La Dragne à Vandenesse	Crise
IXEURE - CANNE	L'Ixeure à La Fermeté	Alerte
NIÈVRE	La Nièvre à Poiseux	Alerte
VRILLE	La Vrille à Arquian	Alerte renforcée
YONNE amont	L'Yonne à Corancy	Alerte
YONNE aval	L'Yonne à Dornecy	Alerte
LOIRE amont	La Loire à Nevers	Vigilance
LOIRE aval	La Loire à Gien	Vigilance
ALLIER	L'Allier à Cuffy	Vigilance

La carte des bassins ainsi que la liste des communes concernées par les différents seuils de restriction sont annexées au présent arrêté (annexes 1 et 2).

ARTICLE 3 : Vigilance

Un niveau de vigilance est activé dès que la tendance hydrologique montre un risque de pénurie à court terme : des gestes simples pour économiser l'eau doivent être privilégiés au quotidien.

ARTICLE 4 : Limitation des usages en ALERTE

Les restrictions énoncées ci-dessous s'appliquent aux usagers concernés dans les communes classées en « alerte » en annexe 2 du présent arrêté.

SEUIL D'ALERTE	
Usage domestique	<p>L'utilisation de l'eau hors des stations professionnelles pour le lavage des véhicules est interdite, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires, alimentaires, ou transportant du bétail) ou technique (bétonnière) et pour les organismes liés à la sécurité.</p> <p>Le lavage des allées, des terrasses et des façades est interdit sauf pour les professionnels du ravalement de façade et sauf motif de salubrité publique.</p> <p>Le remplissage des piscines existantes à usage familial, y compris non enterrées, est interdit, sauf pour les piscines et bassins en cours de chantier dont la livraison ne peut être réalisée qu'après remplissage.</p> <p>Les fontaines publiques d'ornement en circuit ouvert doivent être fermées.</p> <p>L'arrosage des pelouses, des potagers, des massifs fleuris, des espaces verts publics ou privés, des espaces sportifs de toute nature, stades et golfs, est interdit</p>

	<p>de 10 heures à 18 heures.</p> <p>Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement pour l'irrigation des stades et des golfs, et envoyé à la direction départementale des territoires.</p>
Irrigation	<p>Hormis les prélèvements en retenue déconnectée du réseau hydrographique, et à l'exception des cultures maraîchères et horticoles et des pépinières, pour lesquelles les mesures de vigilance sont rappelées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dans le cas d'une gestion coordonnée des prélèvements, des tours d'eau peuvent être mis en place avec une limitation des prélèvements de 1 jour par semaine. - En tout état de cause, si les tours d'eau ne sont pas mis en place, les prélèvements pour l'irrigation sont interdits de 12 h à 16 h. <p>Le registre réglementaire de prélèvement doit être rempli hebdomadairement et envoyé à la Direction Départementale des Territoires.</p> <p>Le réglage des rampes et des asperseurs doit impérativement éviter tout arrosage de surfaces non agricoles. Il convient de respecter les bonnes pratiques d'irrigation (doses adaptées aux besoins des plantes et à la teneur en eau des sols) et de limiter cet usage au strict nécessaire.</p>
Usages industriels	<p>Les activités industrielles et commerciales doivent limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau.</p> <p>Le registre de prélèvement réglementaire tenu par les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) autorisées sur le département doit être rempli hebdomadairement et envoyé mensuellement à l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (UD DREAL) ou à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations pour les ICPE agro-alimentaires (DDCSPP), à Nevers.</p>
Navigation	<p>Les services gestionnaires des canaux veillent à assurer une exploitation optimisée de l'alimentation des canaux, avec une réduction de 10% des prélèvements issus des cours d'eau nivernais sous le coup d'un seuil d'alerte, ou toute autre mesure équivalente, notamment par regroupement des bateaux pour le franchissement des écluses.</p>
Plans d'eau	<p>Seule la vidange des plans d'eau entretenus régulièrement, c'est-à-dire vidangés avec une fréquence inférieure à 4 ans, est autorisée sous condition de prendre toutes les précautions nécessaires pour limiter son impact sur le milieu récepteur aval. Le remplissage ne peut se faire qu'après levée des restrictions d'usage de l'eau.</p>

ARTICLE 5 : Limitation des usages en ALERTE RENFORCEE

Les restrictions énoncées ci-dessous s'appliquent aux usagers concernés dans les communes classées en « alerte renforcée » en annexe 2 du présent arrêté.

SEUIL D'ALERTE RENFORCEE	
Usage domestique	<p>Le lavage des véhicules hors des stations professionnelles équipées d'un système de recyclage des eaux ou d'un système de lavage haute pression est interdit, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires ou transportant du bétail) ou technique (bétonnière) et pour les organismes liés à la sécurité.</p> <p>Le lavage des allées, des terrasses et des façades est interdit, sauf pour les professionnels du ravalement de façade, et sauf motif de salubrité publique.</p> <p>Le remplissage et la remise à niveau des piscines existantes à usage familial sont interdits, sauf pour les piscines en cours de chantier dont la livraison ne peut être réalisée qu'après remplissage. La vidange et le remplissage des piscines publiques sont soumis à autorisation de l'ARS.</p> <p>L'arrosage des pelouses, des massifs fleuris, des espaces verts publics ou privés, des espaces sportifs de toute nature, stades et golfs, est interdit, à l'exception des greens et départs autorisés de 20 H à 8 H. Pour ces derniers, un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement et envoyé à la direction départementale des territoires.</p> <p>L'arrosage des jardins potagers est interdit de 8 heures à 20 heures.</p> <p>Les fontaines publiques d'ornement en circuit ouvert doivent être fermées.</p> <p>Le lavage et l'humidification des voiries, publiques et privées, sont interdits sauf impératif sanitaire et à l'exclusion des balayeuses laveuses automatiques.</p> <p>Les essais sur les bornes d'incendie doivent être reportés, dans la mesure du possible.</p>
Irrigation	<p>Hormis les prélèvements en retenue déconnectée du réseau hydrographique :</p> <ul style="list-style-type: none">- Pour les cultures maraîchères et horticoles, et les pépinières, les prélèvements sont interdits de 10 h à 17 h.- Pour les grandes cultures : dans le cas d'une gestion coordonnée des prélèvements, des tours d'eau peuvent être mis en place avec une limitation des prélèvements de 5 jours sur 14 jours pour les eaux de surface (y compris ceux en nappe alluviale des cours d'eau), et de 4 jours sur 14 jours pour les prélèvements en nappe souterraine (hors nappe alluviale des cours d'eau). En tout état de cause, si ces tours d'eau ne sont pas mis en place, les prélèvements pour l'irrigation sont interdits de 10 h à 19 h pour ceux en eaux de surface (y compris pour les prélèvements en nappe alluviale des cours d'eau) et de 10 à 17h pour ceux en nappe souterraine (hors nappe alluviale des cours d'eau). <p>Le registre réglementaire de prélèvement doit être rempli hebdomadairement et envoyé à la Direction Départementale des Territoires.</p> <p>Le réglage des rampes et des asperseurs doit impérativement éviter tout arrosage de surfaces non agricoles. Il convient de respecter les bonnes pratiques d'irrigation (doses adaptées aux besoins des plantes et à la teneur en eau des sols) et de limiter cet usage au strict nécessaire.</p>
Usages industriels	<p>Les activités industrielles et commerciales doivent limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau.</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) autorisées sur le département doivent transmettre à l'unité départementale de la direction régionale de</p>

	<p>l'environnement, de l'aménagement et du logement (UD DREAL) ou à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations pour les ICPE agro-alimentaires (DDCSPP), à Nevers, le programme des mesures qu'elles comptent mettre en œuvre pour limiter leur consommation d'eau et réduire leurs rejets (cette transmission peut être assurée par messagerie informatique).</p> <p>Le registre de prélèvement réglementaire tenu par ces ICPE doit être rempli et envoyé hebdomadairement à l'unité territoriale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ou à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations pour les ICPE agro-alimentaires (DDCSPP), à Nevers (cette transmission peut être assurée par messagerie informatique)</p> <p>Les ICPE concernées doivent respecter les prescriptions d'adaptation de leurs prélèvements à la sécheresse prévues dans leurs arrêtés préfectoraux.</p>
Navigation	<p>Les services gestionnaires des canaux veillent à assurer une exploitation optimisée de l'alimentation des canaux, avec une réduction de 25% des prélèvements issus des cours d'eau nivernais sous le coup d'un seuil d'alerte renforcée, ou toute autre mesure équivalente, notamment par regroupement des bateaux pour le franchissement des écluses.</p>
plans d'eau	<p>Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau est interdit, sauf suite à un prélèvement pour la lutte contre l'incendie et pour les piscicultures, sous réserve de préservation du débit minimum biologique.</p> <p>Seule la vidange des plans d'eau entretenus régulièrement, c'est-à-dire vidangés avec une fréquence inférieure à 4 ans, et équipés d'un moine ou d'un bassin de décantation, est autorisée. Toutes les précautions nécessaires pour limiter son impact sur le milieu récepteur aval doivent être prises. Dans ces conditions la pêche au filet est recommandée. Le remplissage ne peut se faire qu'après levée des restrictions d'usage de l'eau.</p>

ARTICLE 6 : Limitation et suspension des usages en CRISE

Les restrictions énoncées ci-dessous s'appliquent aux usagers concernés dans les communes classées en « crise » en annexe 2 du présent arrêté.

SEUIL DE CRISE	
Usages domestiques	<p>Le lavage des véhicules est interdit, sauf pour les véhicules ayant une obligation réglementaire (véhicules sanitaires ou alimentaires ou transportant du bétail) ou technique (bétonnière) et pour les organismes liés à la sécurité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le lavage des allées, des terrasses et des façades est interdit. - Le remplissage et la remise à niveau des piscines existantes à usage familial est interdit. - La vidange et le remplissage des piscines accueillant du public est interdit. Le renouvellement d'eau est soumis à autorisation de l'ARS. - L'arrosage des pelouses, des massifs fleuris, des espaces verts publics ou privés, des espaces sportifs de toute nature, stades et golfs, est interdit, - l'arrosage des potagers est interdit, sauf de 6 heures à 8 heures. - Les fontaines publiques d'ornement en circuit ouvert doivent être fermées. - Le lavage et l'humidification des voiries, publiques et privées, sont interdits sauf impératif sanitaire. - Les essais sur les bornes d'incendie doivent être reportés.
Irrigation	<p>A l'exclusion des prélèvements en retenues déconnectées du réseau hydrographique, tous les autres prélèvements pour l'irrigation sont interdits.</p> <p>Des dérogations pourront être accordées par le Préfet pour les cultures maraîchères et horticoles et les pépinières, au cas par cas, et sous réserve de la disponibilité en eau. En aucun cas, ces dérogations ne pourront permettre de prélever en dehors de la plage horaire allant de 6h00 à 10h00.</p>

Usages industriels	<p>Les activités industrielles et commerciales doivent limiter au strict nécessaire leur consommation d'eau. Le registre de prélèvement réglementaire tenu par ces ICPE doit être rempli et envoyé hebdomadairement.</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) autorisées sur le département doivent transmettre à l'unité départementale de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (UD DREAL), ou à la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations pour les ICPE agro-alimentaires (DDCSPP) à Nevers, le programme des mesures qu'elles comptent mettre en œuvre pour limiter leur consommation d'eau et réduire leurs rejets (cette transmission peut être assurée par messagerie informatique)</p> <p>Les ICPE concernées doivent respecter les prescriptions prévues dans leurs arrêtés préfectoraux, en vue d'adapter leurs prélèvements à la sécheresse.</p> <p>Une surveillance accrue de tous les rejets doit être mise en place. Les opérations pouvant impacter le milieu naturel doivent être reportées sauf préjudice pour la sécurité ou la salubrité publique.</p>
Navigation	<p>Les prélèvements à partir des cours d'eau nivernais sous le coup d'un seuil de crise sont interdits, sauf ceux strictement nécessaires à la pérennité des ouvrages.</p>
Plans d'eau	<p>Le prélèvement d'eau en vue du remplissage ou du maintien du niveau des plans d'eau est interdit, sauf suite à un prélèvement pour la lutte contre l'incendie.</p> <p>La vidange des plans d'eau de toute nature est interdite.</p>
Autres	<p>Une surveillance accrue des rejets de station d'épuration est prescrite. Les travaux nécessitant le déstassement direct sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé.</p> <p>- Toute manœuvre d'ouvrage hydraulique ayant une incidence sur la ligne d'eau ou le débit, ainsi que toute modification de niveau dans les biefs ou travaux sur biefs nécessitant des assecs, sont soumis à l'accord préalable du service chargé de la police de l'eau.</p>

ARTICLE 7 : dispositions particulières

Conformément aux articles 4 et 5 du présent arrêté, concernant l'irrigation, des tours d'eau sont mis en place sur les bassins de l'Acolin-Colâtre, de la Nièvre, de l'Aron, de l'Ixeure-Canne et de L'Yonne aval (annexe 3).

ARTICLE 8 :: Affichage

Le présent arrêté et ses annexes doivent être affichés dans les mairies concernées en un lieu accessible à tout moment. Il sera publié sur le portail Internet des services de l'Etat dans la Nièvre et au recueil des actes administratifs.

ARTICLE 9 : Sanctions

Tout contrevenant aux dispositions du présent arrêté s'expose à une peine d'amende de 5^{ème} classe (pouvant aller jusqu'à 1 500 euros d'amende ou jusqu'à 3 000 euros en cas de récidive).

S'il s'agit d'une personne morale de droit public ou de droit privé (notamment société, entreprise, collectivité territoriale, association), la peine encourue est multipliée par cinq, soit 7 500 euros et 15 000 euros en cas de récidive (article 131-41 du code pénal) plus les peines complémentaires de l'article 131-42 du même code.

ARTICLE 10 : Abrogation et durée de validité

L'arrêté préfectoral n° 58-2018-07-25-007 du 25 juillet 2018 fixant des mesures de limitation de certains usages de l'eau dans le département est abrogé.

Les mesures de restrictions de l'usage de l'eau du présent arrêté sont prescrites jusqu'à nouvel ordre, et au plus tard jusqu'au 30 septembre 2018.

ARTICLE 11 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Dijon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

ARTICLE 12 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Nièvre, les Sous-préfets de Cosne-Cours-sur-Loire, de Clamecy et de Château-Chinon, le Directeur départemental des territoires, la Directrice départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, le Directeur de la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, le Directeur départemental de la sécurité publique, le Commandant du groupement de gendarmerie de la Nièvre, le Chef du service départemental de l'agence française de biodiversité, les Maires, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au registre des actes administratifs.

Fait à Nevers, le **- 9 AOUT 2018**

Le Préfet,

**Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général**

Stéphane COSTAGLIOLI

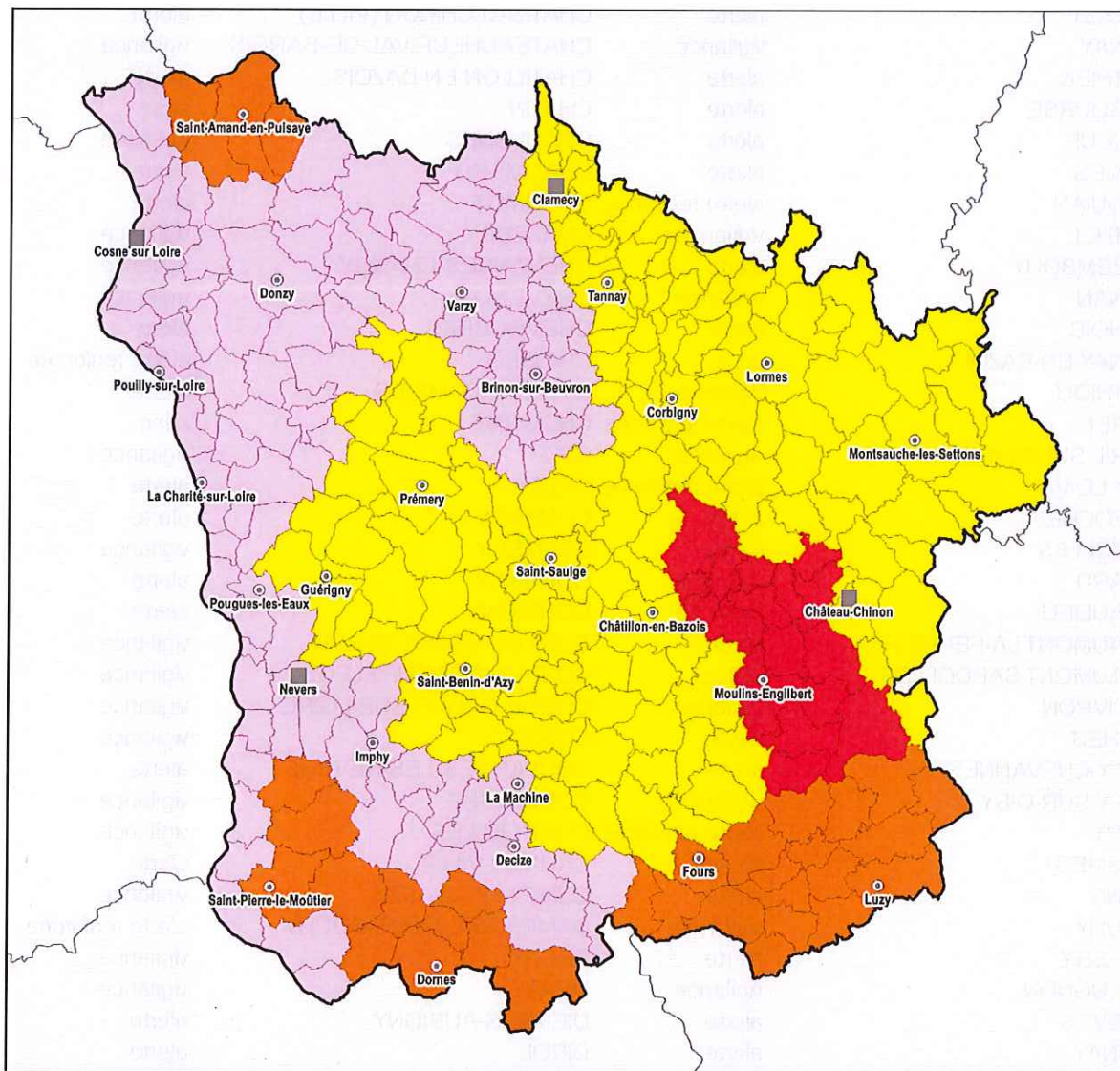
ANNEXE 1 : carte des zones de restriction



PRÉFET DE LA NIÈVRE

Niveaux de restriction des usages de l'eau dans le Département de la Nièvre

Situation au 06 août 2018



Source des données statistiques : DDT 58 / SEFB / Source des données géographiques : AdminExpress © IGN

Niveaux de restriction :

Pas de vigilance
 Vigilance
 Alerte
 Alerte renforcée
 Crise

Réalisé par la Direction Départementale des Territoires de la Nièvre - SAT - Bureau Système d'Information Géographique

ANNEXE 2 : niveau de restriction par commune

ACHUN	alerte	CHAMPVOUX	vigilance
ALLIGNY-COSNE	vigilance	CHANTENAY-SAINT-IMBERT	vigilance
ALLIGNY-EN-MORVAN	alerte	CHARRIN	vigilance
ALLUY	alerte	CHASNAY	vigilance
AMAZY	alerte	CHATEAU-CHINON (CAMPAGNE)	alerte
ANLEZY	alerte	CHATEAU-CHINON (VILLE)	alerte
ANNAY	vigilance	CHATEAUNEUF-VAL-DE-BARGIS	vigilance
ANTHIEN	alerte	CHATILLON-EN-BAZOIS	alerte
ARBOURSE	alerte	CHATIN	crise
ARLEUF	alerte	CHAULGNES	vigilance
ARMES	alerte	CHAUMARD	alerte
ARQUIAN	alerte renforcée	CHAUMOT	alerte
ARTHEL	vigilance	CHAZEUIL	vigilance
ARZEMBOUY	alerte	CHEVANNES-CHANGY	vigilance
ASNAN	vigilance	CHEVENON	vigilance
ASNOIS	alerte	CHEVROCHES	alerte
AUNAY-EN-BAZOIS	crise	CHIDDES	alerte renforcée
AUTHIOU	vigilance	CHITRY-LES-MINES	alerte
AVREE	alerte renforcée	CHOUGNY	crise
AVRIL-SUR-LOIRE	vigilance	CIEZ	vigilance
AZY-LE-VIF	alerte renforcée	CIZELY	alerte
BAZOUCHES	alerte	CLAMECY	alerte
BAZOLLES	alerte	COLMERY	vigilance
BEARD	vigilance	CORANCY	alerte
BEAULIEU	vigilance	CORBIGNY	alerte
BEAUMONT-LA-FERRIERE	alerte	CORVOL-D'EMBERNARD	vigilance
BEAUMONT-SARDOLLES	alerte	CORVOL-L'ORGUEILLEUX	vigilance
BEUVRON	vigilance	COSNE-COURS-SUR-LOIRE	vigilance
BICHES	alerte	COSSAYE	vigilance
BILLY-CHEVANNES	alerte	COULANGES-LES-NEVERS	alerte
BILLY-SUR-OISY	vigilance	COULOUTRE	vigilance
BITRY	alerte renforcée	COURCELLES	vigilance
BLISMES	alerte	CRUX-LA-VILLE	alerte
BONA	alerte	CUNCY-LES-VARZY	vigilance
BOUHY	vigilance	DAMPIERRE-SOUS-BOUHY	alerte renforcée
BRASSY	alerte	DECIZE	vigilance
BREUGNON	vigilance	DEVAY	vigilance
BREVES	alerte	DIENNES-AUBIGNY	alerte
BRINAY	alerte	DIROL	alerte
BRINON-SUR-BEUVRON	vigilance	DOMMARTIN	crise
BULCY	vigilance	DOMPIERRE-SUR-NIEVRE	alerte
BUSSY-LA-PESLE	vigilance	DONZY	vigilance
CERCY-LA-TOUR	alerte	DORNECY	alerte
CERVON	alerte	DORNES	alerte renforcée
CESSY-LES-BOIS	vigilance	DRUY-PARIGNY	vigilance
CHALAUX	alerte	DUN-LES-PLACES	alerte
CHALLEMENT	alerte	DUN-SUR-GRANDRY	crise
CHALLUY	vigilance	EMPURY	alerte
CHAMPALLEMENT	vigilance	ENTRAINS-SUR-NOHAIN	vigilance
CHAMPLEMY	alerte	EPIRY	alerte
CHAMPLIN	vigilance	FACHIN	alerte
CHAMPVERT	alerte	FERTREVE	alerte

FLETY	alerte renforcée	MARS-SUR-ALLIER	vigilance
FLEURY-SUR-LOIRE	vigilance	MARZY	vigilance
FLEZ-CUZY	alerte	MAUX	crise
FOURCHAMBAULT	vigilance	MENESTREAU	vigilance
FOURS	alerte renforcée	MENOU	vigilance
FRASNAY-REUGNY	alerte	MESVES-SUR-LOIRE	vigilance
GACOGNE	alerte	METZ-LE-COMTE	alerte
GARCHIZY	vigilance	MHERE	alerte
GARCHY	vigilance	MILLAY	alerte renforcée
GERMENAY	alerte	MOISSY-MOULINOT	alerte
GERMIGNY-SUR-LOIRE	vigilance	MONCEAUX-LE-COMTE	alerte
GIEN-SUR-CURE	alerte	MONT-ET-MARRE	alerte
GIMOUILLE	vigilance	MONTAMBERT	alerte renforcée
GIRY	alerte	MONTAPAS	alerte
GLUX-EN-GLENNE	alerte	MONTARON	alerte
GOULOUX	alerte	MONTENOISON	vigilance
GRENOIS	vigilance	MONTIGNY-AUX-AMOGNES	alerte
GUERIGNY	alerte	MONTIGNY-EN-MORVAN	alerte
GUIPY	vigilance	MONTIGNY-SUR-CANNE	alerte
HERY	alerte	MONTREUILLON	alerte
IMPHY	vigilance	MONTSAUCHE-LES-SETTONS	alerte
ISENAY	alerte	MORACHES	vigilance
JAILLY	alerte	MOULINS-ENGILBERT	crise
LA CELLE-SUR-LOIRE	vigilance	MOURON-SUR-YONNE	alerte
LA CELLE-SUR-NIEVRE	vigilance	MOUSSY	vigilance
LA CHAPELLE-SAINT-ANDRE	vigilance	MOUX-EN-MORVAN	alerte
LA CHARITE-SUR-LOIRE	vigilance	MURLIN	vigilance
LA COLLANCELLE	alerte	MYENNES	vigilance
LA FERMETE	alerte	NANNAY	vigilance
LA MACHINE	vigilance	NARCY	vigilance
LA MAISON-DIEU	alerte	NEUFFONTAINES	alerte
LA MARCHE	vigilance	NEUILLY	vigilance
LA NOCLE-MAULAIX	alerte renforcée	NEUVILLE-LES-DECIZE	alerte renforcée
LAMENAY-SUR-LOIRE	vigilance	NEUVY-SUR-LOIRE	vigilance
LANGERON	vigilance	NEVERS	vigilance
LANTY	alerte renforcée	NOLAY	alerte
LAROCHEMILLAY	alerte renforcée	NUARS	alerte
LAVAUT-DE-FRETOY	alerte	OISY	vigilance
LIMANTON	alerte	ONLAY	crise
LIMON	alerte	OUAGNE	vigilance
LIVRY	vigilance	OUDAN	vigilance
LORMES	alerte	OUGNY	crise
LUCENAY-LES-AIX	alerte renforcée	OULON	alerte
LURCY-LE-BOURG	alerte	OUROUX-EN-MORVAN	alerte
LUTHENAY-UXELOUP	vigilance	PARIGNY-LA-ROSE	vigilance
LUZY	alerte renforcée	PARIGNY-LES-VAUX	alerte
LYS	alerte	PAZY	alerte
MAGNY-COURS	alerte renforcée	PERROY	vigilance
MAGNY-LORMES	alerte	PLANCHEZ	alerte
MARCY	vigilance	POIL	alerte renforcée
MARIGNY-L'EGLISE	alerte	POISEUX	alerte
MARIGNY-SUR-YONNE	alerte	POUGNY	vigilance

POUGUES-LES-EAUX	vigilance	SAINT-SEINE	alerte renforcée
POUILLY-SUR-LOIRE	vigilance	SAINT-SULPICE	alerte
POUGUES-LORMES	alerte	SAINT-VERAIN	alerte renforcée
POUSSEAUX	alerte	SAINTE-COLOMBE-DES-BOIS	vigilance
PREMERY	alerte	SAINTE-MARIE	alerte
PREPORCHE	crise	SAIZY	alerte
RAVEAU	vigilance	SARDY-LES-EPIRY	alerte
REMILLY	alerte renforcée	SAUVIGNY-LES-BOIS	vigilance
RIX	vigilance	SAVIGNY-POIL-FOL	alerte renforcée
ROUY	alerte	SAXI-BOURDON	alerte
RUAGES	alerte	SEMELAY	alerte renforcée
SAINCAIZE-MEAUCE	vigilance	SERMAGES	crise
SAINT-AGNAN	alerte	SERMOISE-SUR-LOIRE	vigilance
SAINT-AMAND-EN-PUISAYE	alerte renforcée	SICHAMPS	alerte
SAINT-ANDELAIN	vigilance	SOUGY-SUR-LOIRE	vigilance
SAINT-ANDRE-EN-MORVAN	alerte	SUILLY-LA-TOUR	vigilance
SAINT-AUBIN-DES-CHAUMES	alerte	SURGY	alerte
SAINT-AUBIN-LES-FORGES	alerte	TACONNAY	vigilance
SAINT-BENIN-D'AZY	alerte	TALON	vigilance
SAINT-BENIN-DES-BOIS	alerte	TAMNAY-EN-BAZOIS	crise
SAINT-BONNOT	alerte	TANNAY	alerte
SAINT-BRISSON	alerte	TAZILLY	alerte renforcée
SAINT-DIDIER	alerte	TEIGNY	alerte
SAINT-ELOI	vigilance	TERNANT	alerte renforcée
SAINT-FIRMIN	alerte	THAIX	alerte
SAINT-FRANCHY	alerte	THIANGES	alerte
SAINT-GERMAIN-CHASSENAY	alerte renforcée	TINTURY	alerte
SAINT-GERMAIN-DES-BOIS	vigilance	TOURY-LURCY	alerte renforcée
SAINT-GRATIEN-SAVIGNY	alerte	TOURY-SUR-JOUR	alerte renforcée
SAINT-HILAIRE-EN-MORVAN	crise	TRACY-SUR-LOIRE	vigilance
SAINT-HILAIRE-FONTAINE	alerte renforcée	TRESNAY	vigilance
SAINT-HONORE-LES-BAINS	crise	TROIS-VEVRES	alerte
SAINT-JEAN-AUX-AMOGNES	alerte	TRONSANGES	vigilance
SAINT-LAURENT-L'ABBAYE	vigilance	TRUCY-L'ORGUEILLEUX	vigilance
SAINT-LEGER-DE-FOUGERET	crise	URZY	alerte
SAINT-LEGER-DES-VIGNES	vigilance	VANDENESSE	alerte
SAINT-LOUP	vigilance	VARENNES-LES-NARCY	vigilance
SAINT-MALO-EN-DONZIOIS	alerte	VARENNES-VAUZELLES	vigilance
SAINT-MARTIN-D'HEUILLE	alerte	VARZY	vigilance
SAINT-MARTIN-DU-PUY	alerte	VAUCLAIX	alerte
SAINT-MARTIN-SUR-NOHAIN	vigilance	VAUX D'AMOGNES	alerte
SAINT-MAURICE	alerte	VERNEUIL	alerte
SAINT-OUEN-SUR-LOIRE	vigilance	VIELMANAY	vigilance
SAINT-PARIZE-EN-VIRY	alerte renforcée	VIGNOL	alerte
SAINT-PARIZE-LE-CHATEL	alerte renforcée	VILLAPOURCON	crise
SAINT-PERE	vigilance	VILLE-LANGY	alerte
SAINT-PEREUSE	crise	VILLIERS-LE-SEC	vigilance
SAINT-PIERRE-DU-MONT	vigilance	VILLIERS-SUR-YONNE	alerte
SAINT-PIERRE-LE-MOUTIER	alerte renforcée	VITRY-LACHE	alerte
SAINT-QUENTIN-SUR-NOHAIN	vigilance		
SAINT-REVERIEN	vigilance		
SAINT-SAULGE	alerte		

ANNEXE 3 : tours d'eau

NIEVRE - niveau de restriction alerte

				débit (m3/h)	lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
BESNIER ALAIN	LA PRAIRIE	COULANGES-LES-NEVERS	COURS D'EAU	50				arrêt			
BRAQUE GAETAN	LUANGES	URZY	COURS D'EAU	100	arrêt						
CHAMPIONNAT THIBAUD	VENILLE	SAINT-ÉLOI	NAPPE PROFONDE	60							arrêt
EARL DU BOIS DIEU (PIECHOT OLIVIER)	LA PRAIRIE DE BIZY	PARIGNY-LES-VAUX	COURS D'EAU	36						arrêt	
EARL BARCHON MAURICE (DE FAVERGES LUDOVIC)	PRE DE COULANGES	COULANGES-LES-NEVERS	COURS D'EAU	75					arrêt		

Les journées d'irrigation début de 9h le matin au lendemain matin 9h.

ACOLIN - niveau de restriction alerte renforcée

				débit (m3/h)	lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
CHABANNEAUX JEAN JOSEPH	FORGE NEUVE	AVRIL-SUR-LOIRE	COURS D'EAU	60	1/2 arrêt					arrêt	arrêt
CHABANNEAUX JEAN JOSEPH	LE DECHARD	AVRIL-SUR-LOIRE	COURS D'EAU	110	1/2 arrêt					arrêt	arrêt
MAUX LOUIS	MOULIN LA MOTTE	COSSAYE	COURS D'EAU	30		arrêt	arrêt	1/2 arrêt			
CAPRON DANIEL	LES CARRUTS	LUCENAY-LES-AIX	NAPPE PROFONDE	100					arrêt	arrêt	
EARL LEGER	LE PRE DE LA SALLE	LUCENAY-LES-AIX	COURS D'EAU	40			arrêt	arrêt	1/2 arrêt		
GAEC AUZON	LES JEAN JEANNET	LUCENAY-LES-AIX	NAPPE PROFONDE	55	arrêt	arrêt					
VILETTE DENIS	MORANTE	LUCENAY-LES-AIX	NAPPE PROFONDE	35				arrêt	arrêt		
VILETTE DENIS	QUART DU BOIS	LUCENAY-LES-AIX	NAPPE PROFONDE	35				arrêt	arrêt		
GAEC SAVRE	MARE	TOURY-LURCY	NAPPE PROFONDE	55					arrêt	arrêt	

Les journées d'irrigation début de 9h le matin au lendemain matin 9h.
La demi-journée d'irrigation est de 9h du matin à 9h du soir.

Les journées d'irrigation début de 9h le matin au lendemain matin 9h.

YONNE AVAL - niveau de restriction alerte

				débit (m3/h)	lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
EARL DE LA DRUYES	LA FORGE	SURGY	COURS D'EAU	110		arrêt					
GAEC MOULIN DE LA FORET (MASSON)	LA FORET	SURGY	CANAL	85							arrêt
SCEA FABER	LES CHAMPS PREUX	DORNECY	NAPPE PROFONDE	50					arrêt		

Les journées d'irrigation début de 9h le matin au lendemain matin 9h.

ARON - niveau de restriction alerte

				débit (m3/h)	lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
EARL DU FRESNE (MOREL)	EMBAUCHE	MONT-ET-MARRE	COURS D'EAU	40							arrêt
THEVENAUD FABRICE	CHAMONOTS	LIMANTON	COURS D'EAU	40						arrêt	
THEVENAUD FABRICE	LES MAGNY	LIMANTON	COURS D'EAU	40						arrêt	

Les journées d'irrigation début de 9h le matin au lendemain matin 9h.

IXEURE et CANNE - niveau de restriction alerte

				débit (m3/h)	lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
EARL DU BON ACCUEIL (LOISY)	LA COME	ROUY	COURS D'EAU	60							arrêt
EARL DU BON ACCUEIL (LOISY)	LE THOU	ROUY	COURS D'EAU	60							arrêt

Les journées d'irrigation début de 9h le matin au lendemain matin 9h.

AUTRES BASSINS VERSANTS : Chalaux-Cure, Yonne amont, Dragne, Alène-Cressonne, Vrille

ABSENCE DE PRELEVEMENTS EN COURS D'EAU OU NAPPE SUR LES AUTRES BASSINS VERSANTS.

Direction départementale des territoires de la Nièvre

58-2018-07-27-007

arrêté portant subdélégation de signature aux agents de la
Direction départementale des territoires en matière
d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur

*arrêté portant subdélégation de signature aux agents de la Direction départementale des
territoires en matière d'ordonnancement secondaire et de pouvoir adjudicateur*



**ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE AUX AGENTS
DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
EN MATIÈRE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE ET DE POUVOIR ADJUDICATEUR**

<><><>

LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES TERRITOIRES

<><><>

Vu le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Joël MATHURIN en qualité de Préfet de la Nièvre ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 29 avril 2016 portant nomination de M. Bernard CROGUENNEC en qualité de directeur départemental des territoires de la Nièvre à compter du 1^{er} juin 2016 ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 13 septembre 2017 portant nomination de M. Sylvain ROUSSET en qualité de directeur départemental adjoint des territoires de la Nièvre à compter du 15 octobre 2017 ;

Vu les articles 4, 7 et 9 de l'arrêté préfectoral n° 58-2018-01-23-002 du 23 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Bernard CROGUENNEC pour l'exercice des attributions d'ordonnateur secondaire et du représentant du pouvoir adjudicateur, et lui permettant de donner délégation aux agents placés sous son autorité pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 février 2018 portant modification de l'organisation de la Direction départementale des territoires de la Nièvre,

- ARRÊTE -

ARTICLE 1 : Délégation de signature est conférée à Monsieur Sylvain ROUSSET, directeur adjoint, pour toutes décisions et tous documents relevant des attributions d'ordonnateur secondaire et du représentant du pouvoir adjudicateur, telles que mentionnées dans l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour toutes décisions et tous documents relevant des domaines d'activité dont ils ont la charge et pour ceux dont ils seraient amenés à assurer l'intérim ou la suppléance, délégation est donnée, dans la limite de leurs attributions à l'effet de signer les pièces de liquidation des recettes et des dépenses de toute nature, à :

- Mme Christine LE METAYER, secrétaire générale et son adjointe Mme Sylvie POPINEAU, et Mme Amélie DUCROT, cheffe du bureau de la gestion financière,
- M. Samuel GUILLOU, chef du service Aménagement Urbanisme et Habitat et son adjointe, Mme Marie-Hélène CASTAGNE,
- Mme Muriel FILLIT, cheffe du service Eau, forêt et biodiversité et son adjointe, Mme Odile BERTHELOT,
- M. Matthieu MENOU, chef du service Loire Sécurité Risques
- Mme Johanna DONVEZ, cheffe du service Économie agricole et son adjointe Mme Céline GAY-MITAUULT,
- M. Florent MITAULT, chef du service Accompagnement des Territoires, et son adjoint M. Laurent LEBON,
- M. Axel THIEULIN, chef de l'agence territoriale de Nevers,
- M. Jean-André KRYSS, chef de l'agence territoriale de Château-Chinon,

ARTICLE 3 : S'agissant des dépenses, subdélégation est donnée aux agents dont la liste figure en annexe I.

Le montant total des achats par les agents ainsi désignés doit être cumulé par opération pour l'appréciation des seuils en vigueur.

ARTICLE 4 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 5 : Cet arrêté entre en vigueur le 1er septembre 2018.

ARTICLE 6 : Le directeur départemental des territoires et les agents concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Nièvre.

Fait à NEVERS, le

27 JUL. 2018

Le Directeur départemental



Bernard CROGUENNEC

ANNEXE I

Unités	Agents	Montant € HT Tous types de marché
Service Accompagnement des Territoires (SAT)	Florent MITAULT Laurent LEBON Jean-André KRYS Axel THIEULIN	20 000 3 000 3 000 3 000
Secrétariat général (SG)	Christine LE METAYER Sylvie POPINEAU Amélie DUCROT Frédérique DEGAS	20 000 3 000 3 000 3 000
Service Aménagement Urbanisme et Habitat (SAUH)	Samuel GUILLOU Marie-Hélène CASTAGNE Francis CLUZEL Romain LESAGE Maël BUCHER DE CHAUVIGNE	20 000 3 000 3 000 3 000 3 000
Service Loire Sécurité Risques (SLSR)	Matthieu MENOU Dominique LANCHEC Mathieu BOTTERO Elsa ALEXANDRE Fabrice THIERY DE REMBAU	20 000 3 000 3 000 3 000 3 000
Service de l'Économie Agricole (SEA)	Johanna DONVEZ Céline GAY-MITAULT	20 000 3000
Service Eau, Forêt et Biodiversité (SEFB)	Muriel FILLIT Odile BERTHELOT Xavier PETIT Béatrice CHAREYRE	20 000 3 000 3 000 3 000

Direction départementale des territoires de la Nièvre

58-2018-08-02-002

Arrêté préfectoral portant reclassement du système de traitement des eaux usées et abrogeant l'arrêté préfectoral n°2015-479 du 2 juin 2015 - commune d'Alligny-Cosne



PREFET DE LA NIEVRE

**Direction départementale
des Territoires de la Nièvre**

Service eau, forêt et biodiversité

**ARRETE PREFECTORAL
PORTANT RECLASSEMENT DU SYSTEME DE TRAITEMENT DES EAUX USEES
ET ABROGEANT L'ARRETE PREFECTORAL N° 2015-479 DU 2 JUIN 2015
COMMUNE D'ALLIGNY-COSNE**

**Le Préfet de la Nièvre,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU la directive n° 91-271-CEE (DERU) du conseil du 21 mai 1991 modifiée relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

VU la directive n° 2000/60/CE du 23 octobre 2000 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.214-3 et R.214-32 et suivants ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement reçu le 6 février 2015, présenté par la commune d'Alligny-Cosne, représentée par M. le Maire ;

VU le récépissé de déclaration délivré le 12 février 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2015-479 du 2 juin 2015 portant déclaration au titre des articles L.211-1 et L.214-3 du code de l'environnement concernant la régularisation d'un système de traitement des eaux usées, commune d'Alligny-Cosne ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire Bretagne approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin le 18 novembre 2015 ;

VU le dossier de demande de réévaluation de la capacité nominale d'une unité de traitement des eaux usées, déposé le 15 juin 2018 ;

40, rue de la Préfecture – 58 026 NEVERS CEDEX – TÉLÉPHONE 03.86.60.70.80 – <http://www.nievre.gouv.fr>

CONSIDERANT la diminution de charge en entrée de la station conséquente à la cessation d'activité d'une entreprise ;

CONSIDERANT que lors de la période d'étiage du milieu récepteur, le rejet de la station d'épuration sera nul voire très faible et que l'incidence sur le milieu récepteur est négligeable ;

SUR proposition de M. le Directeur Départemental des Territoires de la Nièvre ;

ARRETE

TITRE 1 - AUTORISATION

Article 1 – Objet de l'autorisation

Il est donné acte à la commune d'Alligny-Cosne, représentée par M. le Maire, de sa demande de déclassement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant :

**le système de traitement des eaux usées
commune d'Alligny-Cosne.**

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique définie au tableau de l'article R.214-1 du code de l'environnement concernée par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute journalière de pollution organique : 1° Supérieure à 600 kg de DBO5 (A) 2° Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5 (D)	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015

Article 2 – Description des ouvrages autorisés

2-1 Filière de traitement

La station d'épuration, de type lagunage aéré composé de 4 bassins, dimensionnée pour 600 E.H. comprend :

- dégrilleur en entrée de station
- canal de comptage
- lagunage aéré de 1 300 m² pour une capacité de 3 600 m³
- lagune 1 de décantation d'une surface de 1 250 m² pour un volume de 1 900 m³
- lagune 2 de finition d'une surface de 1 650 m² pour un volume de 2 950 m³
- lagune 3 d'une surface de 1 000 m² pour un volume de 1 000 m³

2-2 Dimensionnement

Le débit de référence est de 285 m³/j.

2-3 Coordonnées de la station et du point de rejet

Les coordonnées Lambert 93 sont :

- pour la station X=704 300 Y=6 705 290
- pour le rejet X=704 322 Y= 6 705 223

Article 3 – objectif de qualité attendue du rejet

Au point de rejet, l'effluent épuré doit répondre aux conditions suivantes :

- la température est inférieure à 25 ° C en conditions climatiques normales ;
- le pH est compris entre 6 et 8,5 ;
- la couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur ;
- l'effluent ne doit pas dégager, avant et après 5 jours d'incubation à 20 ° C, une odeur putride et ammoniacale.

Hors situation inhabituelle, le rejet doit respecter les concentrations maximales ou les rendements minimaux figurant dans le tableau ci-dessous.

Paramètre	Valeur maximale à respecter	Concentration rédhibitoire
DBO5	35 mg/l	70 mg/l
DCO	200 mg/l	400 mg/l
MES		85 mg/l

- Le rendement épuratoire global de la station de traitement calculé à partir des données d'entrée et sortie est supérieur ou égal à la valeur ci-dessous :

Paramètre	Rendement minimum à atteindre
DBO5	60%
DCO	60%
MES	50%

Pour la DBO5, DCO et MES, la station est déclarée conforme si l'une au moins des deux valeurs d'un échantillon moyen journalier (concentration au rejet ou rendement épuratoire) est respectée.

Parmi les échantillons moyens journaliers déclarés non conformes, aucun d'entre eux ne devra dépasser les valeurs rédhibitoires.

Les mesures sont effectuées en entrée et en sortie des installations, sur des échantillons correctement homogénéisés.

Toute modification de traitement des effluents ayant pour effet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci, tout changement aux ouvrages susceptibles d'augmenter le débit de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle demande du pétitionnaire.

Conformément à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement, le rejet ne devra pas porter atteinte au milieu naturel.

Article 4 - Autosurveillance

L'exploitant de la station d'épuration met en place un programme d'autosurveillance des rejets et sous-produits.

Le pétitionnaire tiendra à disposition des personnes mandatées pour les contrôles un plan d'ensemble du réseau de collecte permettant de reconnaître, sur un seul document, l'ossature générale du réseau avec les ouvrages spéciaux. Sur ce plan, doivent figurer notamment les secteurs de collectes, les points de branchement, regards, postes de relevage, déversoirs d'orage, vannes manuelles et automatiques, postes de mesure. Ce plan devra être mis régulièrement à jour, notamment après chaque modification.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police de l'eau, visés à l'article L.216-3 du Code de l'Environnement, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Le pétitionnaire sera tenu d'adresser les résultats de l'autosurveillance dans le délai d'un mois à compter de leur obtention au service chargé de la police de l'eau, au service d'assistance technique à l'exploitation de stations d'épuration (SATESE) et à l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

L'autosurveillance de la station porte sur une mesure de débit en entrée ou en sortie.

Elle doit être réalisée, en condition normale de fonctionnement, une fois par an sur les paramètres pH, débit, T°, MES, DBO5, DCO, NH4, NTK, NO2, NO3, Ptot.

Les résultats, au format SANDRE, seront communiqués au service de la police de l'eau dans le mois qui suit les analyses par mail à l'adresse suivante : ddt-sefb-bureau-equipements-ddt58-autosurveillance@nievre.gouv.fr

Les dépassements des seuils fixés par l'arrêté doivent être signalés, dès leur constatation, au service chargé de la police de l'eau, accompagnés des commentaires sur les causes de ces dépassements, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les transmissions immédiates se font par téléphone, fax ou mél. Pour les transmissions par mél, les adresses sont :

ddt-sefb-bureau-equipements-ddt58-autosurveillance@nievre.gouv.fr
ddt-sefb@nievre.gouv.fr

Dès la mise en service de l'application informatique VERSEAU, le maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées transmet ces données via cette application.

TITRE II – PRODUCTION DE DOCUMENTS

Article 5 – Bilan de fonctionnement

Un bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement durant l'année précédente est rédigé en début d'année et transmis au service de la police de l'eau et à l'agence de l'eau avant le 1^{er} mars de l'année en cours.

Article 6 – Cahier de vie

Le maître d'ouvrage rédige et tient à jour un cahier de vie.

Ce cahier de vie comporte trois sections :

- section 1 : description, exploitation et gestion du système d'assainissement,
- section 2 : organisation de la surveillance du système d'assainissement,
- section 3 : suivi du système d'assainissement.

Un exemplaire de ce cahier de vie sera transmis au service police de l'eau et à l'agence de l'eau pour information avant le **1^{er} janvier 2019** et à chaque mise à jour par la suite.

Article 7 – Diagnostic périodique du système

En application de l'article R.2224-15 du code général des collectivités territoriales, pour les agglomérations d'assainissement générant une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg/j de DBO5, le maître d'ouvrage établit, suivant une fréquence n'excédant pas dix ans, un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées. Ce diagnostic permet d'identifier les dysfonctionnements éventuels du système d'assainissement.

Le diagnostic devra être réalisé **avant le 31 décembre 2026**.

Article 8 – Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'Etat exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

TITRE III – CONDITIONS GENERALES

Article 9 – Abrogation de l'arrêté préfectoral

L'arrêté préfectoral n° 2015-479 du 2 juin 2015 portant déclaration au titre des articles

L.211-1 et L.214-3 du Code de l'Environnement concernant la régularisation d'un système de traitement des eaux usées, commune d'Alligny-Cosne est abrogé.

Article 10 – Période de validité de l'autorisation

L'autorisation est accordée pour une période de 20 ans à compter de sa signature.

Article 11 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune d'Alligny-Cosne pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de la Nièvre pendant une durée d'au moins six mois.

Article 13 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté. Toutefois, si le démarrage des travaux n'est pas intervenu six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après ce démarrage.
- par le bénéficiaire dans un délai de deux mois à partir de la date à laquelle le présent arrêté lui aura été notifié.

Article 14 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la NIEVRE,
le Maire de la commune d'Alligny-Cosne,
le Directeur départemental des territoires de la NIEVRE
et les agents visés à l'article L.216-3 du Code de l'Environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Nièvre dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie d'Alligny-Cosne.

A Nevers le – 2 AOUT 2018

Le Préfet,



Joël MATHURIN

Direction départementale des territoires de la Nièvre

58-2018-07-27-006

subdélégation de signature aux agents de la Direction
départementale des territoires

*arrêté portant subdélégation de signature aux agents de la Direction départementale des
territoires de la Nièvre*



PRÉFET DE LA NIÈVRE

**ARRÊTÉ PORTANT SUBDÉLÉGATION DE SIGNATURE AUX AGENTS
DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES**

<><><>

LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DES TERRITOIRES

<><><>

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Joël MATHURIN en qualité de Préfet de la Nièvre ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 29 avril 2016 portant nomination de M. Bernard CROGUENNEC en qualité de directeur départemental des territoires de la Nièvre à compter du 1^{er} juin 2016 ;

Vu l'arrêté du Premier ministre du 13 septembre 2017 portant nomination de M. Sylvain ROUSSET en qualité de directeur départemental adjoint des territoires de la Nièvre à compter du 15 octobre 2017 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 58-2018-01-23-002 du 23 janvier 2018 portant délégation de signature à M. Bernard CROGUENNEC, directeur départemental des territoires, et lui permettant de donner délégation aux agents placés sous son autorité pour signer les actes relatifs aux affaires pour lesquelles il a lui-même reçu délégation ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 février 2018 portant modification de l'organisation de la Direction départementale des territoires de la Nièvre,

- A R R Ê T E -

ARTICLE 1 :

Délégation de signature est conférée à Monsieur Sylvain ROUSSET, directeur adjoint, pour toutes décisions et tous documents relevant des attributions et des domaines d'activités mentionnés dans l'arrêté du 23 janvier 2018 visé ci-dessus.

ARTICLE 2 :

Pour toutes décisions et tous documents relevant des domaines d'activité dont ils ont la charge et pour ceux dont ils seraient amenés à assurer l'intérim ou la suppléance, délégation est donnée, dans la limite de leurs attributions, à l'effet de signer les décisions énumérées sur l'annexe I de l'arrêté du 23 janvier 2018 visé ci-dessus, à :

- Mme Christine LE METAYER, secrétaire générale, et Mme Sylvie POPINEAU son adjointe pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de leurs attributions,
- M. Samuel GUILLOU, chef du service Aménagement Urbanisme et Habitat, et Mme Marie-Hélène CASTAGNE son adjointe pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de leurs attributions,
- Mme Mauricette GAYET, cheffe du bureau Droits des sols et publicité, pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de ses attributions respectives,
- Mmes Isabelle SEGUIN et Caroline CHAMBON, instructrices, pour les consultations prévues en annexe I – Titre VI – 3.2 de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus,
- M. Matthieu MENOU, chef du service Loire Sécurité Risques, pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de ses attributions,
- M. François DUVERNAY, chef du bureau Sécurité routière et réglementation de la circulation par intérim, pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de ses attributions,
- Mme Muriel FILLIT, cheffe du service Eau, forêt et biodiversité et Mme Odile BERTHELOT son adjointe pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de leurs attributions,
- Mme Béatrice CHAREYRE, cheffe du bureau forêt-chasse-biodiversité, et M. Xavier PETIT, chef du bureau Protection de la ressource en eau, pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de leurs attributions respectives,
- Mme Johanna DONVEZ, cheffe du service Économie agricole, et Mme Céline GAY-MITAUULT son adjointe pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de leurs attributions,
- M. Florent MITAUULT, chef du service Accompagnement des Territoires, et M. Laurent LEBON, son adjoint pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de leurs attributions,
- M. Axel THIEULIN chef de l'agence territoriale de Nevers, pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de ses attributions,
- M. Jean-André KRYSS, chef de l'agence territoriale de Château-Chinon, et Mme Christelle GUILLON son adjointe, pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de leurs attributions,

- M. Vincent POLNY, chef de l'agence territoriale de Clamecy pour les décisions et documents énumérés par l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2018 visé ci-dessus relevant de ses attributions.

ARTICLE 3 :

Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 4 :

Cet arrêté entre en vigueur le 1er septembre 2018.

ARTICLE 5 :

Le directeur départemental des territoires et les agents concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Nièvre.

Fait à Nevers le **27 JUL. 2018**

Le Directeur départemental


Bernard CROCHENNEC

Préfecture de la Nièvre

58-2018-08-03-002

AP portant agrément Dr DUMOULIN

PRÉFET DE LA NIÈVRE

Préfecture

Secrétariat Général

Direction de la réglementation
Et des collectivités locales
Bureau des collectivités locales,
des élections et des activités réglementées
Pôle accueil et missions de proximité
Téléphone : 03.86.60.71.31
Fax : 03.86.60.71.08

2018-P- 732

ARRÊTÉ

**Portant agrément du Docteur Bertrand DUMOULIN,
en qualité de médecin agréé**

**Le Préfet de la Nièvre
Chevalier de l'ordre national du mérite**

VU le code de la route ;

VU le décret n° 2012- 886 du 17 juillet 2012, relatif au contrôle médical de l'aptitude à la conduite ;

VU l'arrêté du 31 juillet 2012, relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-P-1650 du 31 octobre 2012, portant organisation de la commission médicale départementale d'appel ;

VU l'arrêté n° 2012-P-1651 du 31 octobre 2012, portant organisation de la commission médicale primaire départementale chargée du contrôle médical de l'aptitude à la conduite des conducteurs ;

VU la demande d'agrément formulée le 30 juillet 2018 par le Docteur Bertrand DUMOULIN, en vue d'exercer en qualité de médecin généraliste et de médecin agréé des commissions médicales départementales d'appel ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Ordre National des Médecins en date du 19 juillet 2018 ;

CONSIDÉRANT que l'intéressé remplit les conditions requises pour prétendre à un agrément préfectoral définies par les textes susvisés ;

SUR proposition du Préfet de la Nièvre ;

ARRÊTE

Article 1er: Le Docteur Bertrand DUMOULIN est désigné médecin agréé, chargé d'apprécier l'aptitude à la conduite des candidats au permis de conduire et des conducteurs ;

Article 2 : Cet agrément permet d'exercer en qualité de médecin agréé membre des commissions médicales départementales instituées dans le département de la Nièvre et en qualité de médecin agréé consultant hors commission ;

Article 3 : Cet agrément est accordé pour une durée de cinq ans, à compter de sa date de signature.

Article 4 : Cet agrément pourra être abrogé par décision préfectorale, en application des dispositions du IV de l'article 6 de l'arrêté du 31 juillet 2012, relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite, dès lors que le Docteur Bertrand DUMOULIN cessera de remplir les conditions requises ayant permis son agrément en qualité de médecin agréé ;

Article 5 : Le Préfet de la Nièvre est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

A Nevers, le - 3 AOÛT 2018

Le Préfet,



Joël MATHURIN

Préfecture de la Nièvre

58-2018-08-08-001

Arrêté de dissolution du 08-08-2018 avant RAA



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA NIEVRE

PREFECTURE
DIRECTION DU PILOTAGE INTERMINISTÉRIEL
Pôle Égalité des Territoires et des Chances
Affaire suivie par : G. ARAGUAS
Tél : 03.86.60.72.55
Fax : 03.86.60.72.51

N° 2018-

ARRÊTÉ

Portant approbation de la dissolution du groupement d'intérêt public de développement social urbain (G.I.P-DSU) de Nevers Agglomération

Le Préfet de la Nièvre

Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit et notamment le Chapitre 2 relatif au statut des groupements d'intérêt public ;

VU le décret n°2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n°2013-292 du 5 avril 2013 relatif au régime de droit public applicable aux personnels des groupements d'intérêt public ;

VU l'arrêté du Premier Ministre du 23 mars 2012 pris en application de l'article 3 du décret du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt publics ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013-354-0002 du 20 décembre 2013 approuvant la convention constitutive modifiée du groupement d'intérêt public de développement social urbain de Nevers Agglomération ;

VU l'arrêté préfectoral n° 58-2016-10-14-001 du 14 octobre 2016 portant modification de l'arrêté n° 2013-354-0002 du 20 décembre 2013 approuvant la convention constitutive du groupement d'intérêt public de développement social urbain de Nevers Agglomération ;

VU la délibération en date du 10 juin 2013 de l'assemblée générale du groupement d'intérêt public de développement social urbain de l'agglomération de Nevers adoptant la convention constitutive modifiée du groupement ;

VU la délibération en date du 27 mars 2017 de l'assemblée générale du groupement d'intérêt public de développement social urbain de Nevers Agglomération approuvant la dissolution du Groupement au 31 décembre 2017 ;

Toute correspondance doit être adressée sous forme impersonnelle
40, rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX
site internet : www.nievre.pref.gouv.fr

VU la délibération du conseil d'administration du centre communal d'action sociale de Nevers du 24 juillet 2017 approuvant le portage du dispositif de réussite éducative par le CCAS de Nevers à compter du 1^{er} octobre 2017 ;

VU la délibération en date du 16 octobre 2017 de l'assemblée générale du groupement d'intérêt public de développement social urbain de Nevers Agglomération approuvant le compte administratif et le compte de gestion du Dispositif de réussite éducative arrêtés au 30 septembre 2017 et approuvant le transfert du passif et de l'actif au Centre communal d'action sociale de Nevers ;

VU la délibération du 22 novembre 2017 de l'assemblée générale du groupement d'intérêt public de développement social urbain de Nevers Agglomération approuvant l'arrêt des comptes du budget principal du Groupement au 31 décembre 2017 et approuvant le transfert de l'actif et du passif à Nevers Agglomération ;

VU la délibération du 22 novembre 2017 de l'assemblée générale du groupement d'intérêt public de développement social urbain de Nevers Agglomération approuvant l'arrêt des comptes du budget annexe (PLIE) du Groupement au 31 décembre 2017 et approuvant le transfert de l'actif et du passif à Nevers Agglomération ;

VU les délibérations datées du 24 février 2018 de Nevers Agglomération approuvant le compte administratif et le compte de gestion du budget principal du Groupement pour l'année 2017 ;

VU les délibérations datées du 24 février 2018 de Nevers Agglomération approuvant le compte administratif et le compte de gestion du budget annexe (PLIE) du Groupement pour l'année 2017 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La dissolution au 31 décembre 2017 du groupement d'intérêt public de développement social urbain de Nevers Agglomération est approuvée.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Nièvre.

ARTICLE 3: Le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à NEVERS, le 8 AOUT 2018

Le Préfet,

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Stéphane COSTAGLIOLI

Toute correspondance doit être adressée sous forme impersonnelle

40, rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

site internet : www.nievre.pref.gouv.fr

Préfecture de la Nièvre

58-2018-08-03-001

arrêté portant adhésion de la communauté de communes
Loire et Allier au SMO Nièvre Numérique



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA NIÈVRE

Direction de la réglementation
et des collectivités locales

Bureau des collectivités locales, des élections
et des activités réglementées

N° 2018-P- 734

ARRÊTÉ

Portant modification des statuts du
syndicat mixte ouvert Nièvre Numérique

LE PRÉFET DE LA NIÈVRE
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L. 5721-1 à L. 5721-9 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2006-P-884 du 3 mars 2006 modifié, portant création du syndicat mixte ouvert « Niverlan » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012-P-2031 du 18 décembre 2012 portant changement de dénomination du syndicat ;

Vu l'article 4 des statuts du syndicat ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Loire et Allier du 26 février 2018 sollicitant son adhésion au syndicat mixte ouvert Nièvre Numérique;

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Chevenon du 30 mars 2018, Magny-Cours du 12 avril 2018, Mars sur Allier du 06 avril 2018, Saint Eloi du 06 mars 2018, Saint Parize le Châtel du 12 avril 2018 et Sauvigny les Bois du 5 avril 2018 acceptant cette adhésion ;

Vu la délibération du comité syndical du 13 mars 2018 acceptant l'adhésion de la communauté de communes Loire et Allier au syndicat mixte ouvert Nièvre Numérique ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Nièvre ;

ARRÊTE :

Article 1er : La communauté de communes Loire et Allier est autorisée à adhérer au syndicat mixte ouvert Nièvre Numérique.

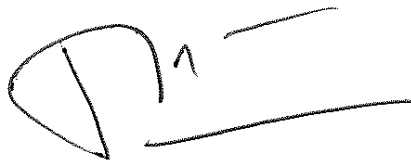
Article 2 : Les statuts du syndicat mixte sont modifiés en conséquence.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon, dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Nièvre.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de la Nièvre, le président du syndicat mixte ouvert « Nièvre Numérique », le président du conseil départemental de la Nièvre, le président de la communauté d'agglomération de Nevers et le président de la communauté de communes Loire et Allier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à monsieur le directeur départemental des finances publiques de la Nièvre.

Fait à Nevers le 03 AOUT 2018

Le Préfet,



JOSI MATHURIN

Préfecture de la Nièvre

58-2018-08-08-005

Arrêté portant convocation des électeurs de la commune de
Saint-Franchy et fixant les modalités de dépôt des
déclarations de candidatures en vue d'élections municipales
partielles complémentaires.

PRÉFET DE LA NIÈVRE

Préfecture
Secrétariat Général

Direction de la réglementation
Et des collectivités locales
Bureau des Collectivités Locales, des Elections
et des Activités Réglementées

2018 - P- 754

ARRÊTÉ

**Portant convocation des électeurs de la commune de SAINT-FRANCHY
et fixant les modalités de dépôt des déclarations de candidatures
en vue d'élections municipales partielles complémentaires**

Le Préfet de la Nièvre,
Chevalier de l'Ordre national du mérite,

VU le code électoral et, notamment, ses articles L. 254, L. 258 et L. 259 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-8 ;

VU les instructions ministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral 58-2017-08-23-002 du 23 août 2017, instituant les bureaux de vote et les emplacements d'affichage dans les communes du département de la Nièvre pour la période comprise entre le 1er mars 2018 et le 28 février 2019 ;

VU la démission d'une conseillère municipale ainsi que le décès du maire en date du 2 juin 2018;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L. 270 du code électoral, l'assemblée des électeurs doit être convoquée sous un délai de trois mois à compter des dernières vacances ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : Les électeurs de la commune de SAINT-FRANCHY sont convoqués en vue de procéder à l'élection municipale partielle complémentaire de deux membres du conseil municipal.

Article 2 : La date de cette élection est fixée au **dimanche 30 septembre 2018** pour le premier tour de scrutin, et, dans le cas d'un second tour, au **dimanche 7 octobre 2018**.

Article 3 : Le scrutin sera ouvert à 8 heures et clos à 18 heures. Il se déroulera dans le bureau de vote situé à la salle des Fêtes de SAINT-FRANCHY.

Article 4 : Les élections se feront sur la liste électorale générale concernant les électeurs français et la liste complémentaire des ressortissants européens établie pour les élections municipales.

Ces listes, arrêtées au 28 février 2018, ont été éventuellement modifiées par application de décisions d'inscriptions et de radiations, relevant des dispositions des articles L. 30, L. 33, L. 34 et R. 18 du code électoral.

Les tableaux contenant les rectifications consécutives à de nouveaux changements devront être publiés cinq jours avant la date du scrutin, soit le 25 septembre 2018.

Article 5 : Il ressort des données INSEE, en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018, que la population de la commune de SAINT-FRANCHY est inférieure à 1 000 habitants.

Ainsi, les conseillers municipaux sont élus au scrutin plurinominal majoritaire à deux tours.

Les suffrages sont décomptés individuellement par candidat. Nul ne peut être élu au 1^{er} tour s'il n'a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de suffrages au moins égal au quart de celui des électeurs inscrits.

Au 2^{ème} tour, l'élection est acquise par le candidat qui a recueilli la majorité relative, quel que soit le nombre de votants. En cas d'égalité des suffrages, le plus âgé est élu.

Article 6 : La déclaration de candidature n'est obligatoire que pour le premier tour de scrutin. Les candidats non élus au premier tour sont en effet automatiquement candidats au second tour.

Les candidats qui ne se seraient pas présentés au premier tour ne peuvent déposer une déclaration de candidature pour le second tour que dans le cas où le nombre de candidats présents au premier tour aurait été inférieur au nombre de sièges de conseillers municipaux à pourvoir.

Article 7 : Les dépôts de déclarations de candidatures se font exclusivement auprès des services de la Préfecture, situés 40 rue de la Préfecture à Nevers – Bureau 114 (1^{er} étage).

Les déclarations de candidatures doivent être présentées aux jours et horaires d'ouverture au public des services de la Préfecture, en l'occurrence :

<i>Pour le 1^{er} tour</i>		<i>Pour le 2^{ème} tour (si nécessaire)</i>	
du lundi 10 au jeudi 13 septembre 2018	de 8h30 à 12h00 de 13h15 à 16h00	le lundi 1 ^{er} octobre 2018	de 8h30 à 12h00 de 13h15 à 16h00
le vendredi 14 septembre 2018	de 8h30 à 12h00 de 13h15 à 18h00	le mardi 2 octobre 2018	de 8h30 à 12h00 de 13h15 à 18h00

Article 9 : La déclaration de candidature doit être présentée :

- par le candidat, muni d'un justificatif d'identité
- ou par son mandataire, muni d'un justificatif de son identité et d'un mandat dûment complété par le candidat.

Article 10 : La déclaration de candidature est composée comme suit :

- Une déclaration de candidature aux élections municipales pour les communes de moins de 1000 habitants (cerfa n° 14 996*02) comprenant :
 - * la commune où le candidat se présente,
 - * l'état-civil complet du candidat (nom de naissance, nom figurant sur le bulletin de vote, date et lieu de naissance), profession et domicile,
 - * la date et la signature du candidat, accompagnée de la mention manuscrite selon s'il s'agisse d'une candidature individuelle ou groupée.

Elle doit être accompagnée des documents énoncés en annexe du présent arrêté, selon la situation de chacun des candidats.

Article 11 : Conformément aux dispositions de l'article R. 26 du code électoral, la campagne électorale est :

	ouverte le :	et s'achève le :
Pour le premier tour	lundi 17 septembre 2018 à zéro heure	samedi 29 septembre 2018 à minuit
Pour le second tour	lundi 1 ^{er} octobre 2018 à zéro heure	samedi 6 octobre 2018 à minuit

Article 12 : Dès la clôture du scrutin, il sera procédé au dénombrement des émargements, puis au dépouillement des votes, dans les conditions fixées aux articles L. 65 et 66 du code électoral.

Un procès-verbal, constatant les opérations électorales, sera dressé en double exemplaire, pour chaque tour de scrutin, conformément aux dispositions de l'article R. 69 du code précité. L'un sera déposé au secrétariat de la mairie, l'autre sera transmis, dans les meilleurs délais, en Préfecture.

Article 13 : Les résultats seront proclamés publiquement, par le Président du bureau de vote, immédiatement après l'établissement des procès-verbaux et aussitôt affichés par les soins du maire.

Article 14 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et affiché dès réception par la mairie de la commune de SAINT-FRANCHY.

Article 15 : Le présent arrêté peut, conformément aux dispositions des articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative, faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Dijon (22 rue d'Assas – BP 61616 – 21016 Dijon cedex), dans le délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication.

Un recours gracieux auprès du Préfet de la Nièvre, ou hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur, peut également être formé à l'encontre de cet arrêté.

Article 16 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Maire par intérim de SAINT-FRANCHY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Nevers, le **- 8 AOUT 2018**

Le Préfet,

Pour le Préfet
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Stéphane COSTAGLIOLI

NOTICE EXPLICATIVE

Recommandations générales

1. Il est recommandé de compléter le formulaire de manière informatique. Si vous le remplissez manuellement, veuillez à écrire en **lettres majuscules** de façon **lisible**.
2. L'indication, dans vos coordonnées, d'un numéro de téléphone et d'un courriel est fortement recommandée afin que la préfecture puisse vous contacter au cas où votre déclaration serait incomplète.
3. Le présent formulaire ne s'applique pas aux communes de **Nouvelle-Calédonie** de moins de 1 000 habitants en raison du scrutin de liste s'appliquant dans ces communes. Les candidats de ces communes sont priés de remplir le formulaire applicable dans les communes de 1 000 habitants et plus.
4. En **Polynésie française**, ce formulaire est applicable non seulement aux communes de moins de 1 000 habitants mais également aux communes de 1 000 à 3 499 habitants composées de communes associées et aux communes de 3 500 habitants et plus ayant au moins une commune associée de moins de 1 000 habitants.

Documents à fournir

Afin que votre déclaration soit valable, vous devez impérativement joindre au formulaire de déclaration les documents suivants :

1. Si vous avez la qualité d'électeur dans la commune où vous êtes candidat (1 document) :

- soit une attestation d'inscription sur la liste électorale de la commune dans laquelle vous vous présentez comportant vos nom, prénoms, domicile ou résidence et date et lieu de naissance, délivrée par le maire dans les **trente jours** précédant le dépôt de la candidature ;
- soit une copie de la décision de justice ordonnant votre inscription (l'original doit être présenté) sur la liste électorale de cette commune.

2. Si vous avez la qualité d'électeur dans une autre commune que celle où vous êtes candidat (2 documents) :

2.1. Un document de nature à prouver votre qualité d'électeur : l'un des deux documents visés au 1.

2.2. Un document de nature à prouver votre attache fiscale avec la commune dans laquelle vous vous présentez :

- soit un avis d'imposition ou un extrait de rôle, délivré par le comptable du Trésor chargé du recouvrement, qui établit que vous êtes inscrit personnellement au rôle des contributions directes de la commune où vous vous présentez au 1^{er} janvier de l'année en cours ;
- soit une attestation du directeur départemental des finances publiques établissant que vous justifiez, au vu notamment des rôles de l'année précédant celle de l'élection et des éléments que vous produisez, et sous réserve d'une modification de votre situation dont l'autorité compétente n'aurait pas eu connaissance, que vous deviez être inscrit au rôle des contributions directes dans la commune où vous vous présentez à la date du 1^{er} janvier de l'année en cours ;
- soit la copie d'un acte notarié établissant que vous êtes devenu dans l'année précédant celle de l'élection propriétaire d'un immeuble dans cette commune, ou d'un acte (notarié ou sous seing privé) enregistré au cours de la même année établissant que vous êtes devenu locataire d'un immeuble d'habitation dans cette commune.

3. Si vous n'avez pas la qualité d'électeur (3 documents) :

3.1. Les deux documents de nature à prouver votre éligibilité :

- 3.1.1. Un certificat de nationalité ou un passeport ou une carte nationale d'identité en cours de validité pour prouver votre nationalité.
- 3.1.2. Un bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré depuis moins de **trois mois** pour établir que vous disposez de vos droits civils et politiques.

3.2. Un document de nature à prouver votre attache fiscale avec la commune dans laquelle vous vous présentez : l'un des trois documents visés au 2.2.

4. Attention, en application de la loi n° 2018-51 du 31 janvier 2018, en cas de candidature groupée, chaque candidat fournit un justificatif d'identité.

À noter : si vous êtes ressortissant d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, vous devez également joindre une déclaration certifiant que vous n'êtes pas déchu du droit d'éligibilité dans l'État dont vous avez la nationalité. Par ailleurs, dans cette hypothèse, il convient de considérer que l'inscription sur une liste électorale est une inscription sur une **liste électorale complémentaire à l'élection municipale**.

En **Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie**, les candidats ont la possibilité d'indiquer, dans un document annexé au présent formulaire, la couleur des bulletins de vote ainsi que l'emblème figurant sur les bulletins de vote (article L. 390 du code électoral).

Préfecture de la Nièvre

58-2018-08-06-001

Suppléance PREFET -JM7
pour le vendredi 24/08/2018
de 6h30 à 16h30

PRÉFET DE LA NIÈVRE

**PREFECTURE
SECRETARIAT GENERAL**

DIRECTION DU PILOTAGE
INTERMINISTÉRIEL

Pôle animation interministérielle

Affaire suivie par Delphine Le Cardinal

TEL. : 03.86.60.72.25

Suppléance-PREFET- JM7

ARRÊTÉ
portant suppléance du Préfet de la Nièvre

Le Préfet de la Nièvre,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret n° 95-486 du 27 avril 1995 relatif aux pouvoirs des sous-préfets ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 45 ;

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de **M. Joël MATHURIN** en qualité de préfet de la Nièvre ;

VU le décret du 21 avril 2017 portant nomination de **M. Stéphane COSTAGLIOLI** en qualité de secrétaire général de la Préfecture de la Nièvre ;

VU le décret du 30 juin 2017 portant nomination de **M. Michel ROBQUIN** en qualité de sous-préfet de Cosne-Cours-sur-Loire ;

CONSIDÉRANT les absences simultanées de **M. Joël MATHURIN**, Préfet de la Nièvre et de **M. Stéphane COSTAGLIOLI**, Secrétaire général de la Préfecture de la Nièvre ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture de la Nièvre ;

- A R R Ê T É -

Article 1 :

M. Michel ROBQUIN, sous-préfet de Cosne-Cours-sur-Loire est désigné pour assurer la suppléance du Préfet de la Nièvre le vendredi 24 août 2018 de 6h30 à 16h30.

Article 2 :

Le sous-préfet de Cosne-Cours-sur-Loire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Nièvre.

Fait à Nevers, le **- 6 AOUT 2018**

Le Préfet,

